

DÉCLARATION DE M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LE FINANCEMENT DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT NOTAMMENT LA PROPOSITION D'UNE TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES.

20 SEPTEMBER 2010 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames et Messieurs les Chefs de Gouvernement,

Monsieur le Secrétaire Général,

Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,

Il y a dix ans, le monde décidait de réduire de moitié l'extrême pauvreté £ d'assurer l'éducation de tous les enfants £ de réduire des deux tiers la mortalité des enfants £ d'améliorer la santé maternelle £ de combattre le sida et le paludisme, et de promouvoir l'égalité des sexes.

C'était il y a dix ans. Beaucoup de progrès ont été réalisés, mais le chemin qu'il reste à accomplir est encore immense. Nous avons cinq ans pour remplir nos objectifs.

Depuis deux ans, le monde a connu une crise économique sans précédent. La question qui se pose : est-ce que nous allons prendre prétexte de la crise pour faire moins ou est-ce qu'au contraire dans un sursaut nécessaire, nous allons être au rendez-vous de nos promesses ?

La France a décidé de se mobiliser. Nous sommes le deuxième donneur d'aide publique mondial : 10 milliards d'euros par an.

Et nous avons pris la décision, alors que nous sommes le deuxième contributeur au Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, nous avons décidé d'augmenter notre contribution de 20 % au cours des trois prochaines années. Non seulement nous ne voulons pas réduire, non seulement nous ne voulons pas stabiliser, nous allons augmenter de 20%.

La crise est sévère chez les pays riches, elle crée du déficit. Mais la crise a des conséquences bien pires pour les pays pauvres. Nous n'avons pas le droit de faire moins. Et la décision que nous prenons, nous souhaitons que l'ensemble des pays développés décident de faire davantage et naturellement de faire en priorité pour l'Afrique.

Le paludisme tue chaque année 1 million d'enfants en Afrique. Pour parler clair, avant la fin de mon discours, 30 enfants en Afrique seront morts du paludisme. Nous n'avons pas le droit de nous abriter derrière la crise économique pour faire moins !

Le Fonds prend en charge 2,5 millions de malades du Sida. Si chaque pays suit notre exemple, c'est 4 millions de malades du Sida qui pourront être pris en charge. La question n'est pas de faire des discours, la question c'est de décider.

Je souhaite également vous faire partager cette conviction que nous n'y arriverons pas avec les seuls fonds publics, que nous devons associer le secteur privé.

Par ailleurs, en tant que Président futur du G20 et du G8, je me rendrai au Sommet de l'Union africaine fin janvier à Addis Abeba et j'essayerai, pendant l'année de ma présidence du G20 et du G8, de promouvoir l'idée des financements innovants défendue par Bernard KOUCHNER.

Je veux dire ma conviction qu'alors que tous les pays développés sont en déficit, il faut trouver de nouvelles sources de financement pour la lutte contre la pauvreté, pour l'éducation et pour la résolution des grands problèmes sanitaires de l'Afrique.

Les financements innovants, la taxation des transactions financières, nous pouvons le décider, ici. Pourquoi attendre ? La finance s'est mondialisée. Au nom de quoi nous ne demanderions pas à la finance de participer à la stabilisation du monde en prélevant sur chaque échange financier une taxation infime ?

A Copenhague, nous tous nous avons pris des engagements : 30 milliards de dollars par an sur le fast start, 100 milliards pour le développement. Nous ne serons pas au rendez-vous s'il n'y a pas une avancée majeure sur les financements innovants. En tant que future Présidence du G20 et du G8, nous nous battons pour développer cette idée. Elle est essentielle et c'est notre crédibilité qui est en jeu. J'ajoute pour terminer, une nouvelle fois : tenir nos engagements pour le financement pour le développement, imaginer des financements innovants, faire toute sa place à l'Afrique notamment, dans

la nouvelle gouvernance mondiale. Je ne me lasserai pas de le répéter du haut de cette tribune, nous sommes au XXI^{ème} siècle, nous ne pouvons pas continuer avec la gouvernance du XX^{ème} siècle. L'année qui vient, c'est l'année de tous les changements possibles. Vous êtes les chefs d'Etat et de Gouvernement du monde. Après la crise, ne retombons pas dans les mauvaises habitudes et dans le train-train quotidien.

Cette année qui vient doit être celle des grands changements. Vous l'avez compris, la France souhaite y participer non pas bien sûr pour faire des discours, non pas bien sûr pour donner des leçons mais pour entraîner le monde entier vers une nouvelle gouvernance mondiale, vers une plus grande solidarité et vers l'émergence de financements innovants. A cette condition-là, nous serons crus et respectés par l'ensemble des peuples du monde.

Je vous remercie.